le prolétaire

supplément au Prolétaire n°381

parti communiste international

PRIX : 3 F

Nouvelle-Calédonie : pour l'indépendance immédiate et sans condition

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

LE PROLETAIRE n° 370

18/2/83

INDEPENDANCE IMMEDIATE ET SANS CONDITION ! (1)

Le 19 septembre 1981 était assassiné Pierre Declercq, leader de l'Union Calédonienne, principale formation indépendantiste. En mai 1979, le pouvoir giscardien avait dissous l'Assemblée territoriale et suspendu le conseil local du gouvernement, considérés comme trop ouvert aux idées indépendantistes. En juillet de la même année les élections renvoyaient une assemblée de même composition. Le 22 juillet 1982 des colons extrémistes attaquaient l'Assemblée territoriale. Le 6 janvier 1983, dans une petite localité du nord de l'île à Touho, quelques dizaines de Mélanésiens avaient "attaqué à coups de pierres", la gendarmerie locale, symbole de l'oppression coloniale. Le 10 janvier enfin, une patrouille d'une dizaine de gendarmes tombaient dans une embuscade près de Koindé, se soldant par la mort de deux d'entre eux. La montée des antagonismes qui couvaient depuis des années est manifestement en train de s'accélérer dans cette lointaine possession coloniale de l'impérialisme français, et aucun décret, ni aucune manoeuvre politique ne pourra empêcher que ce lointain territoire ne devienne indépendant. L'attitude des communistes en France ne peut être que celle de dénoncer son propre impérialisme et aujourd'hui l'aspect social impérialiste qu'il se donne avec la gauche au pouvoir, en propageant partout la nécessité de l'indépendance immédiate et sans condition pour tous les DOM-TOM. Les voyages d'Emmanuelli puis de Mauroy dans toutes les possessions d'outre-mer à l'occasion des municipales et des élections régionales dans les DOM n'ont d'autre signification que celle de renforcer la présence tricolore en cherchant à faire basculer la droite majoritaire dans ces territoires au profit de la gauche, enfin d'entreprendre les réformettes utiles à la poursuite de l'occupation coloniale.

La Nouvelle Calédonie est une île située à 20 000 km de la métropole à 3 000 km à l'Est des côtes australiennes. Grande comme deux fois la Corse elle n'est peuplée que de 140 000 habitants. La principale richesse exploitée est le nickel qui fait de la France le 3ème producteur mondial. D'autres richesses potentielles sont constituées par les nodules polymétalliques qui tapissent le fond des mers chaudes dans la zone côtière. La proposition de faire passer les eaux territoriales à 200 miles marins ferait de la France le 3ème empire maritime mondial. Toutes ces possessions d'outre-mer, des Caraïbes, de l'Océan Indien et du Pacifique font de la France une puissance métallifère potentielle colossale. On comprend dès lors tout l'intérêt pour l'impérialisme de sauvegarder sa présence dans ces territoires, que le gouvernement soit de droite ou de gauche. Les méthodes changent mais l'objectif est le même: RESTER.

La société calédonienne

La population calédonienne est schématiquement divisée en 4 groupes. Les Mélanésiens parqués pour la plupart dans des réserves sont 58 000, dont 15 000 dans l'archipel de la Loyauté. Les colons de vieilles souches, les caldoches, sont 40 000. Les métropolitains, fonctionnaires français, une dizaine de milliers, et des immigrés 26 000 dont 10 000 Wallisiens, 6 000 Tahitiens et 10 000 indonésiens, chinois et vietnamiens. Les Mélanésiens originaires de l'île sont donc minoritaires dans ce pays. C'est l'un des arguments avancés par les caldoches pour refuser toute idée d'indépendance mélanésienne qu'ils taxent abruptement de "raciste" parce qu'elle refuse la domination politique de la race blanche. Quant aux immigrés ils n'ont pas de position homogène et si les prolétaires du nickel ou d'ailleurs sont en général indifférents au statut politique de l'île, la petite-bourgeoisie commerçante est, elle, favorable à la présence française et se trouve donc l'allié objectif des colons caldoches. Ce rapport des forces sensiblement égal entre les indépendantistes et les autres est le principal argument avancé par la gauche au pouvoir en métropole pour refuser l'indépendance immédiate qui, selon elle, ne pourrait qu'évoluer vers un bain de sang. Nous verrons plus loin qu'il n'en est rien, et que cet argument de bon apôtre cache une position social-impérialiste classique.

Pour finir ce rapide tableau de la société calédonienne, on peut diviser l'économie en trois stades de développement. Un stade capitaliste principalement constitué par l'exploitation du nickel et par toutes les sociétés de service nécessaire à son écoulement. Un stade colonial agraire constitué par l'économie d'élevage extensif des caldoches " broussards", relativement indépendant du secteur capitaliste et en opposition pour des raisons foncières aux tribus mélanésiennes, et un stade d'économie de subsistance des tribus dans les réserves mélanésiennes. C'est sur la base de ces développements inégaux que les anti-indépendantistes agitent le spectre du retour au "féodalisme tribal" avec l'indépendance mélanésienne. Or, cette thèse raciste n'a aucun contenu réel, car avec la colonisation blanche c'est toute l'économie mercantile et monétaire qui a été importée, dissolvant ainsi les liens ancestraux du mode archaïque de production des communautés locales. Ainsi la thèse d'un retour en arrière en cas d'indépendance est non seulement raciste mais aussi impossible. Au contraire, elle ne peut que libérer les communautés de l'état d'exclusion dans lequel les maintient le pouvoir blanc. L'enfermement dans les réserves, solution inventée par le colonialisme pour exproprier les canaques de leurs terres, donne à la cause indépendantiste ce caractère communautaire où les chefs coutumiers pèsent d'un poids politique sans proportion avec leur poids réel dans la société. Avec la crise du nickel et le retour des chômeurs mélanésiens dans leurs réserves, les rapports communautaires dans leurs formes traditionnelles, véritable expression de la résistance passive du peuple canaque au pouvoir blanc, tendent à conditionner le caractère même de la lutte de libération nationale.

L'épopée du nickel

A la fin des années 60, sur la base de l'expansion des dernières années, l'impérialisme avait fait des projets grandioses pour l'exploitation du nickel de Calédonie. Il avait été prévu pour 1975 une production cinq fois supérieure à celle de 1970. La "Société le Nickel" (SLN) filiale 50/50 du groupe IMETAL et de ELF se lance dans de grands investissements pour doubler sa capacité de production. Entre 1975 et 1980, elle passe de 75 000 tonnes à 46 000 tonnes. Le nickel, composant des aciers spéciaux mais concurrencé par le chrome, est en crise. Aujourd'hui, c'est 20 000 chômeurs sur 50 000 actifs que l'on compte, pour une population de 140 000 habitants, mais les Mélanésiens retournant dans leur communauté ne sont en général pas comptabilisés. Quant à la SLN, elle emploie aujourd'hui 2800 personnes. En 1979, elle en employait encore 3500 et son objectif aujourd'hui est de tendre vers 2200 personnes. L'usine fonctionne au tiers de sa capacité de production. L'épopée du nickel s'est brutalement cassée les dents sur la crise internationale l'exploitation des richesses sous-marines devient dès lors le prochain objectif de tous les requins de la finance, même si son exploitation n'est pas encore parfaitement maîtrisée. Préparer l'avenir, cela aussi c'est "gérer" le capitalisme. C'est ce que Giscard avait clairement annoncé lors de son voyage en 1979 : " Les populations de Polynésie et de Nouvelle Calédonie ne comprendraient pas que ces richesses potentielles soient exploitées par d'autres que la France". Il était donc clair qu'il pensait au Japon ou à la Corée et il était évident pour lui que les populations locales n'avaient aucun droit sur leur propre richesse. La France éternelle, seule, pouvait pourvoir à leur bonheur. ●

Dans le prochain numéro nous dénoncerons les projets du social-impérialisme du gouvernement PS-PC et nous montrerons que la seule véritable position anti-impérialiste est celle qui consiste à lutter pour l'indépendance immédiate et sans condition de toutes les possessions d'Outre-mer de l'impérialisme français.

Nouvelle Calédonie

INDEPENDANCE IMMEDIATE ET SANS CONDITION ! (2)

La question foncière

Toute la question politique immédiate tourne autour de cette question. Lorsque, le 24 septembre 1853, le contre-amiral Fébvrier-Despointes prenait possession de l'île, on appliqua peu après l'arrêté du 20 janvier 1855: "...il est de "principe que lorsqu'une puissance "maritime se rend souveraine d'une "terre non encore occupée par une "nation civilisée et possédée seu-"lement par des tribus sauvages, "tte prise de possession annule "ous les contrats antérieurs;en "conséquence les chefs et les indi-"gènes de la Nouvelle Calédonie et "de ses dépendances n'ont jamais eu "ni ne peuvent avoir le droit de "disposer en fond ou en partie du "sol occupé par eux en commun ou en "propriétés particuliéres...". Telle est la logique coloniale. Les populations locales ont été repoussées sur une terre des plus ingrates que l'on baptisa ensuite "réserve". Entre 1875 -date de l'écrasement de la révolte mélanésienne contre leur dépossession de la terre ancestrale- et 1903, la colonisation foncière a privé les tribus de 400 000 hectares. En même temps, conséquence des sévices et des massacres de toute nature, la population indigène passait de 50000 à 27000 personnes. Comme le disait le vieux leader de l'Union Calédonienne,R.Pidjo : "...drôle de "pays où l'on compte de cinq à neuf "hectares par tête de bétail... et "rois hectares par Mélanésien ".

En 1981,moins de 2500 propriétaires européens possédaient plus de 340000 hectares et 24000 mélanésiens vivaient sur 163000 hectares. Autrement dit un propriétaire blanc avait en moyenne vingt fois plus de terre qu'un Mélanésien. L'objectif du Front indépendantiste est la récupération intégrale des terres, autrement dit la destruction du fait colonial le plus voyant.

Déjà du temps de Giscard,le projet Dijoud de "restitution par tielle des terres" essaya de réduire les antagonismes entre colons et canaques (Mélanésiens de Calédonie), mais se heurtant à l'opposition des caldoches (colons), il n'aboutit à rien de concret.La gauche alla un peu plus loin avec son ordonnance foncière qui prévoit la restitution -par la vente, n'allons pas trop loin!- de 100000 hectares à raison de 20000 par an. On est encore loin de l'abolition du fait colonial et de l'indépendance promise dans le programme électoral de la gauche.

Les forces politiques

Elles se regroupent tout naturellement en deux courants antagoniques : les indépendantistes et les partisans de l'oppression coloniale, parmi lesquels on trouve les défenseurs du statu quo et les partisans d'un renforcement des liens avec la métropole par la départementalisation.

Les indépendantistes sont divisés en deux. Une très forte majorité se regroupe dans le Front Indépendantiste dans lequel la force hégémonique est l'Union Calédonienne. Les autres composantes sont le FULK (Front uni de libération canaque), l'UPM (Union des populations calédoniennes) le PSC (Parti socialiste calédonien), sans lien avec son homologue en métropole, et la tendance AMOA (modérée) du PALIKA.

Ce qui caractérise ce Front, c'est sa modération et son projet politique très lié aux archaïsmes de la société mélanésienne. Le poids des chefs coutumiers dans l'ensemble de ces organisations est assez important. L'Union calédonienne ne défend l'indépendance que depuis l'apparition sur sa gauche du PALIKA (Parti de libération canaque). Avant, elle défendait un élargissement de l'autonomie. En se radicalisant, elle perdit une grande partie des membres de la communauté blanche, qui refusèrent cette évolution. Le PALIKA est la seconde force indépendantiste mais, refusant les références réactionnaires défendues par l'UC, il se situe hors du Front. Bien que son programme soit vague, il s'agit de la force nationaliste la plus conséquente par sa détermination à mener la lutte contre l'oppression coloniale et l'impérialisme français et à s'attaquer aux bases matérielles des profits et des privilèges que l'Etat français tire du pillage des gisements de nickel. Ne voulant pas s'enfermer dans le projet d'une société mélanésienne de type tribal , le PALIKA entend exploiter et gérer d'un point de vue national les richesse de l'île en faisant sauter les cadres traditionnels dans lesquels le colonialisme blanc a enfermé le peuple.

De l'autre côté on trouve des organisations soi-disant apolitiques comme le FC (Front calédonien) et l'AC (l'Avenir calédonien). Mais la force politique principale anti-indépendantiste est le RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République) proche du RPR de Chirac. Véritable représentant des intérêts coloniaux liés à la métropole, il domine tous les courants anti-indépendantistes. Quant aux Giscardiens du FNSC (Fédération pour une nouvelle société calédonienne) ils ont rompu dernièrement le front avec le RPCR en ralliant les positions du Front indépendantiste.

Telles sont les forces politiques en présence et l'on constate que même parmi la communauté blanche l'idée d'une nécessaire indépendance calédonienne est en train de détruire son homogénéité. Les Eglises protestantes et catholique se sont également ralliées à l'idée d'indépendance.

Les projets de la Gauche

Dans son programme électoral,la gauche française était pour l'indépendance de la Calédonie. Depuis qu'elle est aux affaires, elle est devenue plus pragmatique.Elle cherche aujourd'hui à développer une étape intermédiaire: *l'autonomie élargie*. Pour faire passer dans les faits la réforme du statut, véritable replâtrage de la domination coloniale-impérialiste, le PS a besoin d'un relais local qu'il doit créer. C'est le sens de tous les contacts qui ont été pris par Laurent Cathala,délégué du PS aux DOM-TOM. L'objectif est de créer en Calédonie une antenne PS distincte du PSC, composante du Front indépendantiste. L'un des pivots de cette antenne est Max Chivot, qui n'a pas hésité à faire la déclaration suivante relative à sa mission:

"Nous aurons un rôle difficile, "mais nous pouvons attirer à nous "les gens qui prennent conscience "qu'il y a actuellement deux impas-"ses: celle du statu quo et celle "de l'indépendance telle que la "conçoit le Front indépendantiste".

On ne peut être plus clair sur les intentions du PS dont la position social-impérialiste se manifeste dans cette autre déclaration de Cathala:*"Pour nous socialistes, le "mouvement d'émancipation de tout "un peuple doit se faire par rap-"port à la condition sociale des "hommes et des femmes qui vivent "dans ce territoire et non en fonc-"tion de l'ethnie ou de la reli-"gion."*

Le social-impérialisme s'est toujours défendu en voulant donner à la lutte anticoloniale un contenu qu'elle ne pouvait atteindre précisement du fait de l'oppression coloniale.Et cette lutte prend toujours l'aspect d'une lutte contre toutes les oppressions,raciales,religieuses, culturelles et nationales. Pour le marxisme, il est clair depuis toujours que c'est dans le cadre national, libéré des oppressions nationales, que peut se développer avec le maximum de vigueur la lutte des classes modernes.Jamais il n'a défendu et ne défendra, comme le fait le social-im

périalisme, la mission "civilisatrico"de la métropole coloniale.

C'est pourtant cette position que défend le secrétaire aux DOM-TOM, Emmanuelli. A propos des élections régionales dans les DOM, il annonce l'objectif immédiat: *"il s'agit de "poser les vrais problèmes et de sa "voir s'il y a des majorités nou"velles pour bousculer une situa"tion socio-économique qui en a "besoin."*
L'indépendance immédiate? On verra plus tard. Renforçons aujourd'hui les relais possibles de l'impérialisme français pour modifier les injustices les plus criantes. Ainsi préparons-nous un avenir plus solide à la poursuite de la domination de ces terres lointaines, non seulement recèlant des richesses potentielles sous la mer, mais également véritable porte-avion stratégique dans la perspective des conflits de demain.
Aujourd'hui, devant la montée des antagonismes et le réveil du nationalisme canaque, Chivot, encore lui, retrouve les accents d'un Guy Mollet ou d'un Mitterand d'il y a 30 ans, durant la phase des luttes anticoloniales en Indochine ou en Algérie: *"On va vers une situation "de blocage qui peut durer très "longtemps, car le gouvernement so"cialiste empêchera les troubles "en envoyant les gendarmes si né"cessaire, à la fois contre les "blancs et les canaques".*
Qu'on se le dise, la gauche ne badine pas avec l'ordre colonial! Hier comme aujourd'hui, le social-impérialisme est toujours l'un des recours de la politique bourgeoise pour sauvegarder ses intérêts généraux. Le grossier bâton de la droite classique a été remplacé par l'élégante matraque de la gauche, mais les objectifs sont identiques.

Pour l'indépendance

Indépendance immédiate et sans conditions pour les DOM-TOM! Tel doit être l'axe de lutte de tous les militants anti-impérialistes sincères.

Aucun argument invoqué par le social-impérialisme sur le rapport de forces défavorable aux populations indigènes ne peut être défendu. En Calédonie, la force des colons anti-indépendantistes est inséparable de la présence policière et militaire de la métropole. Si on leur ôte cet appui qui quadrille, contrôle et opprime quotidiennement la population canaque, le pouvoir colonial ne peut que s'effondrer. La communauté blanche est loin d'être homogène et ce sont les "broussards" caldoches, véritables colons agraires, qui sont les seuls à ne pouvoir s'accomoder de l'indépendance, car elle implique leur propre disparition par la restitution de toutes les terres volées. Mais que peuvent faire 6000 colons disséminés dans les campagnes devant plus de 50000 canaques ? S'incliner ou s'en aller. Les Eglises et les libéraux giscardiens se sont ralliés à l'indépendance. Cette "indépendance" là, octroyée, reviendrait à maintenir, sous une nouvelle forme, l'influence française sans s'attaquer aux bases de la domination blanche. Et le supposerait que la France considère les populations canaques comme un de ses interlocuteurs, intéressées au même titre que les caldoches à une indépendance en réalité fictive. C'est précisément cette voie que cherche le social-impérialisme comme solution alternative, en s'efforçant de protéger et de consolider les intérêts de la minorité blanche conçue comme relais local des intérêts impérialistes français.

La véritable indépendance, au contraire, suppose la victoire du mouvement indépendantiste canaque. Quels qu'en soient les prolongements ultérieurs, c'est cette solution que nous devons appuyer car en affaiblissant la domination colonialiste française elle s'attaque aux intérêts matériels de notre propre impérialisme. ●

LE MARXISME ET LE PROUDHONISME DANS LA QUESTION NATIONALE .

A l'opposé des proudhoniens , qui "niaient" la question nationale "au nom de la révolution sociale" , Marx mettait au premier plan , en considérant par dessus tout les intérêts de classe du prolétariat des pays avancés , le principe fondamental de l'internationalisme et du socialisme : un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre . C'est du point de vue des intérêts du mouvement révolutionnaire des ouvriers allemands que Marx réclamait en 1848 que la démocratie victorieuse d'Allemagne proclamât et accordât la liberté aux peuples opprimés par les allemands . C'est du point de vue de la lutte révolutionnaire des ouvriers anglais que Marx réclamait en 1869 la séparation de l'Irlande et de l'Angleterre. Et il ajoutait : "dût-on , après la séparation , aboutir à la fédération." Ce n'est qu'en formulant cette revendication que Marx éduquait véritablement les ouvriers anglais dans un esprit internationaliste . C'est ainsi seulement qu'il pouvait opposer une solution révolutionnaire de ce problème historique aux opportunistes et au réformisme bourgeois , qui , jusqu'à présent , après un demi-siècle , n'a toujours pas réalisé la "réforme" irlandaise . C'est ainsi seulement qu'il pouvait , à l'encontre des apologistes du capital qui criaient à l'utopisme et à l'impossibilité de réaliser pour les petites nations le droit à la séparation, et proclamaient le caractère progressiste de la concentration non seulement économique , mais aussi politique , défendre le caractère progressiste de cette concentration opérée d'une manière non impérialiste , et défendre le rapprochement des nations basé non pas sur la violence , mais sur la libre union des prolétaires de tous les pays . (LENINE , "La révolution socialiste et le droit des nations

LE PROLETAIRE n°380
Décembre 84

Nouvelle-Calédonie : pour l'indépendance immédiate et sans condition

Restitution du territoire et de toutes ses richesses aux Kanaks

Jusqu'à l'arrivée de Pisani, les événements se sont précipités en Nouvelle-Calédonie à la suite du boycott réussi des élections à l'assemblée territoriale par le FNLKS. La présente négociation permettra de connaitre la détermination réelle des différents protagonistes: l'impérialisme français d'un côté, défendu de façon conjuguée par la droite locale (RPCR et la milice paramilitaire MOP, mouvement pour l'ordre et la paix qui organise et entraine plus de deux mille hommes) et par le gouvernement qui cherche à se présenter comme un arbitre; de l'autre les forces indépendantistes essentiellement kanaques, certes disparates (voir le Prolétaire n° 371) mais réunies pour l'heure au sein du Front National Kanak Socialiste.

Il faut espérer que le mouvement anticolonial ne se laissera pas enliser dans les négociations, les concessions au gouvernement socialiste et les plans d'indépendance progressive et partielle (sous forme par exemple d'un Etat fédéral ou du maintien d'une enclave française), mais restera ferme sur la revendication d'une souveraineté kanaque immédiate sur l'ensemble du territoire et de ses richesses. Cela dépendra aussi pour une bonne part de la capacité des révolutionnaires en France à se démarquer clairement et activement des intérêts de leur propre impérialisme concernant la Nouvelle-Calédonie.

En métropole la contribution la plus efficace des révolutionnaires et des véritables anti-impérialistes est justement de soutenir par la propagande et si possible par l'agitation cette perspective, car c'est cet objectif-là qui affaiblirait réellement l'ennemi commun aux masses opprimées des néocolonies et aux exploités de la métropole: l'impérialisme français.

Hors de cette position de principe, toute prétention révolutionnaire classiste et anti-impérialiste ne serait qu'hypocrite fanfaronnade.

LA REVENDICATION AGRAIRE ET TERRITORIALE

Pour les Kanaks, dépossédés après 1855 de l'essentiel de leurs terres, en particulier des plus riches qu'ils avaient savamment cultivées et irriguées pendant 3 millénaires, la question agraire constitue un point essentiel et le ciment de leur revendication anticoloniale et nationale (voir le Prolétaire n° 370).

L'office foncier créé en 1982 estimait alors, très officiellement la propriété européenne à 400 000 ha répartis entre 2 500 exploitations et les "réserves" mélanésiennes (peu exploitées et peu exploitables) à 160 000 ha sous forme de propriété collective des tribus.

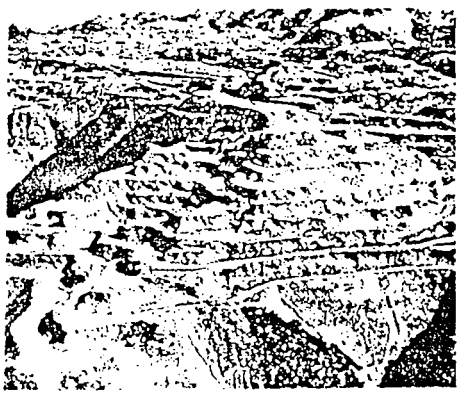
En fait le potentiel d'élevage extensif, l'agriculture vivrière ayant été ruinée par la destruction de l'équilibre millénaire et par des importations massives, au travers d'un circuit commercial aux mains des caldoches (colons de vieille souche).

La gauche arrivée au pouvoir a voulu lancer une "restitution" des terres, déjà prévue d'ailleurs dès 1975 par Dijoud, alors secrétaire d'Etat aux DOM-TOM. En fait l'Etat a racheté généreusement (environ 2 000 F. l'ha) les terres les plus incultes aux colons, incités à investir ces sommes ailleurs, pour les remettre aux tribus qui n'ont pas grand chose à en faire dans le contexte du marché alimentaire tel qu'il existe, envahi par des produits d'importation.

L'agriculture calédonienne ne représente que 3 % du PIB et la part qui est aux mains des kanaks ne suffit pas à leur assurer leur subsistance. Cette situation créée de toute pièce par l'occupation française se retrouve pratiquement dans tous les DOM-TOM.

Mais il faut bien dire que la véritable fonction des broussards européens (dont 900 familles occupent plus de terres que tous les Kanaks réunis !) n'est pas tant de produire que d'occuper les terrains, de disloquer la société traditionnelle, pour assurer d'autres activités bien plus lucratives !

LES ENJEUX ECONOMIQUES ET STRATEGIQUES



On sait que la Nouvelle-Calédonie recèle 43 % des réserves mondiales connues de nickel, ce métal stratégique

(Suite)

qui entre dans la composition des aciers spéciaux. L'économie a flambé pendant quelques années (jusqu'en 1972) grâce à une rapide croissance de la production de minerai de nickel, exporté massivement vers le Japon. Puis le marché s'est retourné sous l'effet de la crise mondiale et parce que le Japon a préféré importer du nickel déjà transformé d'Indonésie. Il n'en reste pas moins que l'impérialisme français n'est pas prêt d'abandonner aux Kanaks cette réserve fabuleuse qui pourrait être exploitée par des sociétés australiennes, japonaises ou américaines.

A côté du nickel on sait que ce pays recèle aussi d'importantes réserves inexploitées de chrome, de fer, de cobalt, de mercure, de cuivre, de manganèse, d'or, d'antimoine, de tungstène, sans parler des fameux nodules polymétalliques qui reposent sur la plate-forme continentale et qui seront ramassés un jour ou l'autre. En outre la firme Australec vient de détecter du pétrole offshore dans les fonds calédoniens, grâce à une série de discrets préforages.

N'oublions pas en outre que si la France peut prétendre rester un des grands empires maritimes, c'est par la possession coloniale d'un certain nombre d'îles, entre autre dans le Pacifique, le Pacifique Sud, aux antipodes de la métropole, c'est d'un intérêt stratégique qui n'échappe à personne Dans le concert des grandes puissances rivales la France veut garder son mot à dire, protéger ses bases polynésiennes , son champ d'expérimentation nucléaire et sa présence en Antarctique. 3 000 hommes sont basés en permanence en Nouvelle-Calédonie sans parler des renforts qui ont afflué pour faire face au soulèvement.

Ce tour d'horizon illustre bien l'enjeu dont il est question pour l'impérialisme français. Contrairement à un pays comme l'Algérie par exemple (puisque la comparaison a pu être faite en raison de l'importance de la colonie de peuplement, d'ailleurs encouragée les dernières décennies par l'Etat pour assurer une majorité électorale blanche face aux mélanésiens), il est difficile pour l'impérialisme d'envisager une décolonisation complète d'un territoire si lointain en concédant aux Kanaks la souveraineté sur l'ensemble du territoire, tout en assurant le maintien de sa présence économique et de bases militaires dans la région.

A l'opposé, pour le mouvement indépendantiste kanak, il serait illusoire de se contenter simplement de la récupération de l'essentiel des terres, en laissant les colons et l'impérialisme français en place soit sur un petit territoire autour de Nouméa, soit au travers d'un Etat fédéral. Une telle "indépendance" de bantoustan garderait intact leur asservissement économique et social.

POUR ETRE REELLE ET VIABLE, LA SOUVERAINETE KANAQUE DOIT S'ETENDRE A TOUT LE TERRITOIRE ET A TOUTES LES RICHESSES DE NOUVELLE-CALEDONIE.

Cela suppose qu'au sein du FNLKS les composantes les plus conscientes et les plus radicales prennent le dessus sur les forces enclines au compromis , et qu'elles se dotent face à l'Etat français et aux caldoches organisés et armés (on compte en moyenne 3 armes à feu par foyer) de moyens organisatifs et militaires pour asseoir un rapport de force favorable.

LES COMBINES BOURGEOISES

Toutes les fractions bourgeoises s'accordent sur l'essentiel: préserver les intérêts historiques de la France dans la région, et éviter le "bain de sang" (il s'agit bien sûr du sang blanc, le sang kanak n'ayant guère compté jusqu'ici).

Olivier Stirn (qui connait bien la situation comme ancien secrétaire d'Etat aux DOM-TOM de Giscard) affirme clairement que: "le mot d'ordre du gouvernement "ne doit pas être autodétermination mais in-"dépendance (...). C'était une grave erreur "de fixer la date de 1989 pour le référen-"dum. Les choses doivent être faites en 85 "(...). Il faut expliquer aux Kanaks que s'ils "refusent une indépendance consensuelle "avec les Européens sous l'égide de la Fran-"ce ils devront un jour ou l'autre subir les "pressions des Russes, des Chinois ou des "Lybiens". Et de prôner des concessions mutuelles et une redistribution équitable des terres ... Il pense même pouvoir rallier Chirac à cette indépendance dans le consensus ("Libération" du 30/11/84).

Il est vrai que les promesses socialistes non tenues et le report du référendum à 89, alors que la droite a clairement annoncé qu'elle l'annulerait en cas de victoire en 86, ont poussé à une radicalisation des mélanésiens.

Les fractions bourgeoises ne sont évidemment pas dupes du jeu politique qu'elles entretiennent complaisamment, les unes jouant du bâton, les autres du pipo.

Il s'agit de tirer sur toutes les ficelles pour amener le FNLKS à se démobiliser et à accepter sous une forme ou une autre le maintien de la présence française.

Parmi toutes les recettes proposées, celle de Jospin, qui a été approuvée par le PS, est particulièrement pernicieuse: il s'agirait d'organiser deux votes séparés (pour la communauté blanche et pour la communauté mélanésienne), ce qui est une façon de reconnaitre la légitimité de la présence coloniale, de préparer un partage territorial et éventuellement un Etat fédéral.

Si la droite crie hypocritement au racisme à propos de ce projet, le mouvement indépendantiste ne doit pas, de son côté, se laisser prendre au piège: seuls les mélanésiens et ceux qui s'y rallient sont concernés par l'indépendance nationale face à l'Etat français. C'est à eux seuls d'en décider, et de se réapproprier l'ensemble de cette colonie française, quitte à accorder ensuite la citoyenneté nouvelle ou un droit de séjour et de travail aux européens qui le demandent et qui ne sont pas là pour leur nuire.

Il serait totalement irréaliste et politiquement criminel de demander à la population mélanésienne, dont une faible partie a fait l'expérience du travail salarié dans les mines ou dans les fermes de se situer immédiatement sur le terrain de l'internationalisme prolétarien surtout avec les ouvriers blancs en général imbus de leurs privilèges.

En revanche il serait possible de rallier des franges significatives de l'immigration prolétarienne en provenance de Wallis, de Tahiti et d'Asie (26 000 en tout, ce qui est un chiffre non négligeable par rapport aux 58 000 Kanaks et aux 40 000 Européens). Cette tâche revient aux fractions les plus conscientes et les plus avancées politiquement au sein du FNLKS, et pourrait donner l'impulsion prolétarienne nécessaire pour que la lutte de libération nationale permette l'épanouissement d'une lutte de classe moderne.

le prolétaire

parti communiste international

Nouvelle-Calédonie, après l'assassinat de Machoro et de Nonnaro

A BAS LA VIOLENCE COLONIALISTE DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS !

Toutes les explications officielles contradictoires, mensongères, ne pourront cacher cette vérité criante: **Eloi Machoro et Marcel Nonnaro ont été froidement assassinés le 12 janviers 85 par les tireurs du GIGN,** alors qu'ils évoluaient en terrain découvert, le fusil en bancoulière, devant une ferme kanake. L'opération était suivie à chaque instant par Pisani, qui avait d'ailleurs reçu sans y répondre, un message de Machoro proposant de quitter les lieux si les forces de l'ordre levaient leur siège.

La tête de Machoro (secrétaire de l'Union Calédonienne après Declerq, assassiné en 1981) était mise à prix par les activistes caldoches. C'est l'Etat français lui-même qui l'a exécuté, même si l'ordre explicite n'en avait pas été donné.

Prolétaires, camarades,

Cet assassinat sert d'abord les intérêts de l'ordre colonial en Nouvelle-Calédonie et renforce les franges activistes liées au RPCR et à l'extrême-droite; il lève un des obstacles aux plans élaborés par l'Etat impérialiste pour consolider son influence au prix de quelques changements de façade ("indépendance" dans le cadre d'une association avec la France, c'est-à-dire d'une soumission militaire et policière et d'une dépendance économique, financière et diplomatique totale). Objectivement, en frappant directement les franges indépendantistes les plus réticentes à une négociation bidon et à un compromis, il permet à la direction du FLNKS de chercher à mieux contrôler ses propres forces (ce que Tjibaou reconnaissait récemment comme une tâche de plus en plus difficile).

Certes, c'est la pression des milieux caldoches férocément accrochés à leurs privilèges de colons et décidés à en découdre rapidement avec les indépendantistes qui a provoqué l'exécution de Machoro et de Nonnaro et l'arrestation des militants du groupe qu'ils animaient. Certes, des éléments de la gendarmerie et du GIGN avaient des comptes à règler à la suite du boycott des élections du 18 novembre (où on a photographié Machoro en train de fracasser à la hache une urne) et de l'occupation de Thio qu'il avait mené face aux flics.

Mais la véritable responsabilité de ce meurtre incombe à l'Etat français, qui de la sorte entend montrer sa détermination à maitriser la situation à son avantage. D'ailleurs le principal objectif proclamé (et repris en coeur par tous les partis en métropole) n'est-il pas de maintenir l'ordre avant tout ? Bien sûr, pas contre la violence et l'oppression exercées par les groupes d'anti-indépendantistes armés jusqu'aux dents, mais contre les éléments kanaks qui exigent la restitution du territoire et de ses richesses.

De plus, au-delà de la Nouvelle-Calédonie qui représente un enjeu économique et stratégique considérable dans le Pacifique Sud pour l'impéralisme français, cette démonstration de force par l'envoi massif de troupes et par l'usage délibéré des armes doit aussi montrer la détermination de l'Etat face aux poussées indépendantistes qui se dégagent dans les autres DOM-TOM.

Prolétaires, camarades,

Devant une telle aggravation de la répression coloniale, et quelles que soient les orientations plus ou moins confuses des mouvements indépendantistes, (notamment du FLNKS), le premier devoir des militants ouvriers et révolutionnaires en métropole, est de **dénoncer clairement les agissements de leur propre impérialisme.** Dans les DOM-TOM et dans les aires exploitées par l'impérialisme français, les masses s'affrontent aux mêmes forces qui nous exploitent, nous oppriment et nous répriment ici: la bourgeoisie, l'Etat capitaliste et impérialiste et tous les partis (y compris le PS et le PCF) qui de façon complémentaire se posent en défenseurs de l'intérêt national, c'est-à-dire du capitalisme bleu-blanc-rouge.

C'est sur la base exclusive de la dénonciation des méthodes de l'impérialisme français (qui allie la carotte et le bâton) et de la claire revendication de la RESTITUTION INTEGRALE ET IMMEDIATE DE TOUT LE TERRITOIRE ET DE SES RICHESSES AUX KANAKS que s'opérera la démarcation d'avec notre propre Etat de tous ses défenseurs. C'est aussi sur cette base que pourront se dégager sur place, en Nouvelle-Calédonie, les forces les plus radicales face aux classes qui sont poussées au compromis avec l'impérialisme (et qui restent pour l'instant prépondérantes dans la direction du mouvement de lutte).

Prolétaires, camarades,

Face à l'exploitation coloniale et à l'expropriation dont ont été victimes les populations kanakes depuis plus d'un siècle, face à la répression pied-noire, policière, militaire et judiciaire (des dizaines de militants kanaks ont été emprisonnés) qui s'abat en Nouvelle-Calédonie, nous appelons les prolétaires français et immigrés, tous les militants ouvriers, anti-impérialistes et révolutionnaires à se mobiliser pour ne pas laisser les mains libres aux colons, aux milices de droite et d'extrême-droite, au gouvernement de gauche avec ses manoeuvres hypocrites, à toutes les forces qui sont au service de l'impérialisme.

L'indifférence et l'inaction face à la répression coloniale se retournerait en fait contre la classe ouvrière toute entière, car elle renforce l'Etat bourgeois. qui concentre tous les intérêts de nos exploiteurs.

C'est pourquoi il est urgent et vital pour les travailleurs et les militants conscients des enjeux de la situation calédonienne de mener autour d'eux un travail d'information et d'agitation:

- CONTRE LA VIOLENCE COLONIALISTE DE L'IMPERIALISME FRANCAIS.

- POUR LA SOLIDARITE AVEC LES MASSES CALEDONIENNES VICTIMES DE LA REPRESSION.

- POUR L'INDEPENDANCE IMMEDIATE ET SANS CONDITION ET LA RESTITUTION A LA POPULATION KANAKE DE TOUT LE TERRITOIRE ET DE SES RICHESSES, dont ils sont spoliés depuis plus d'un siècle.

Parti Communiste International le 17 janvier 1985.

Imprimerie spéciale.

LE PROLETAIRE n°381
Février 85

Nouvelle-Calédonie : répression et enlisement

Choque jour le jeu ignoble de la gauche et du gouvernement en Nouvelle-Calédonie dévoile davantage le masque "anti-colonial" avec lequel le PS a réussi depuis des années à berner la plus grande partie de la population kanake et, à notre connaissance, pratiquement toutes les organisations indépendantistes, ce masque s'effrite et laisse apparaître le visage hideux de l'ordre et de la répression coloniale: assassinat de Machoro et de Nonnaro dans lequel la responsabilité de Pisani et du gouvernement de gauche est totale (voir le texte du tract à l'intérieur), emprisonnement de dizaines de militants kanaks parmi les plus déterminés, état d'urgence s'exerçant exclusivement contre les kanaks alors que la droite et les caldoches gardent toute leur liberté d'action et même collaborent ouvertement aux opérations de "maintien de l'ordre".

De retour de son safari mélanésien, Mitterrand n'a-t-il pas clairement annoncé ses couleurs: bleu-blanc-rouge ? Ce qui détermine son action c'est le maintien de l'ordre et la défense des intérêts de la France dans cette région (intérêts économiques et militaires que nous avons analysés dans notre précédent numéro). Et d'annoncer immédiatement le renforcement des bases et des effectifs militaires à Nouméa. Jolie façon de "faire la coutume" aux tribus kanakes, à ces "innocents sauvages" dont il veut sauver les âmes des démons cubains, libyens ou australiens !

LE VERITABLE JEU DE LA GAUCHE.

On est loin des proclamations de 1979 communes au PS et au Front Indépendantiste (qui s'est dissout pour laisser la place au FLNKS en septembre 84) affirmant "la juste revendication d'indépendance du peuple kanak" et la volonté du PS de "soutenir et de garantir le droit du peuple kanak de décider de son avenir". Et quand le candidat Mitterrand promet en mai 1981 d'examiner immédiatement après son élection "les conditions à réaliser pour que la "population de Nouvelle-Calédonie soit en "mesure d'affirmer son caractère propre", cette formulation volontairement floue et fumeuse (qui démontre qu'il n'était jamais question de renoncer réellement aux intérêts vitaux de l'impérialisme français) a été prise pour argent comptant par les indépendantistes, qui ont même demandé à leur député Roch Pidjot de s'apparenter au groupe socialiste de l'Assemblée Nationale. Ils ont patiemment attendu que le gouvernement de gauche ponde et fasse voter le 28 mai 84, y compris par le PCF qui prend à présent des poses anticoloniales, le statut Lemoine, qui prévoit un référendum en ... 1989, auquel participerait un corps électoral défini par l'Assemblée Nationale et par un Comité Etat-Territoire dans lequel la représentation kanake n'est que d'un cinquième !

L'adoption du plan Lemoine a donc évidemment bouleversé les données de la situation. Pidjot a démissionné du groupe socialiste en juin et la stratégie du Front Indépendantiste (1) qui s'était constitué en 1979 à l'occasion d'élections territoriales, dans une perspective d'alliance avec la gauche, a dû être reconsidérée.

Le Front Indépendantiste a dû s'autodissoudre et a engendré le 24 septembre 84 le Front National de Libération Kanake et socialiste (FLNKS), composé pratiquement des mêmes organisations(2) auxquelles se sont joints divers comités et syndicats (dont l'USTKE, union des syndicats de travailleurs kanaks et exploités).

Le FLNKS n'a pas de programme politique, économique et social en dehors d'une référence fumeuse au "socialisme", mais se reconnaît dans l'opposition au plan Lemoine, pour le boycott à toute élection organisée dans le cadre colonial , pour l'autodétermination à la seule population kanake, pour la lutte "en priorité contre l'oppresseur colonial, la France" et "contre le capitalisme et l'impérialisme pour instaurer une société socialiste plus juste".

Quant aux moyens de lutte: "la lutte de libération nationale est globa-"le: elle se mène à tous les niveaux en mê-"me temps"; la stratégie "vise à instaurer "progressivement la légitimité kanake, sur "le terrain, par des opérations concrètes qui "manifestent son droit, opposée à la légiti-"mité coloniale" (proclamations du congrès de fondation).

Il est évident que tout militant révolutionnaire, tout prolétaire conscient des intérêts de sa classe, ne peut que se réjouir de cette déclaration de rupture entre les indépendantistes et le PS, qui ouvre une brèche dans l'ordre colonial et démocratique. Bien sûr il ne s'agit pas pour autant de s'illusionner sur la volonté réelle et sur la capacité effective de ces forces , qui ont si longtemps coopéré avec le gouvernement de gauche, à respecter cette orientation nouvelle. Il n'est pas question non plus pour nous de considérer ce front comme une organisation effectivement révolutionnaire. En même temps il constitue une donnée incontournable dans l'analyse de la situation locale. A notre connaissance il n'y a pas pour l'instant, en Nouvelle-Calédonie , de force se disant révolutionnaire ou ouvrière un tant soit peu active au sein de la population kanake qui ne soit liée à l'une des organisations du FLNKS (en particulier semble-t-il au Palika, qui recèle les tendances plus radicales).

Cela dit nous nous démarquons des positions classiques de l'extrême-gauche, que ce soit des courants trotskystes, de l'anti-impérialisme suiviste ou de l'indifférentisme ultra-gauche.

Si la classe ouvrière de la métropole et les révolutionnaires internationalistes sont concernés au plus haut point par de tels ébranlements de l'ordre impérialiste et colonial, c'est qu'ils ouvrent des perspectives de lutte de classe dans les région dominées, mais aussi et indirectement, en métropole.

La mise en lumière de la nature impérialiste de la gauche (aussi bien du PS que du PC, qui essaie à présent de relayer le PS, comme il l'a toujours fait dans de telles circonstances, en Indochine comme en Algérie) constitue à cet égard un axe essentiel de la propagande et de l'agitation, lié au refus de toute solution à la Pisani et à la revendication claire de l'indépendance immédiate et sans condition de la Nouvelle-Calédonie, et de la restitution de tout le territoire et de toutes ses richesses à la seule population kanake.

Cette perspective est la seule qui établisse une démarcation claire d'avec l'impérialisme et le gouvernement de gauche.

C'est cette frontière que le gouvernement et Pisani veulent précisément masquer, en se présentant comme arbitre entre les kanaks et les caldoches, aidés en cela par les partis de droite et d'extrême-droite, localement comme en métropole, qui dénoncent Pisani et le PS comme des alliés des indépendantistes. L'extrême-gauche aussi participe à cette mystification, quand elle reproche à la gauche de subir trop passivement la pression des colons.

En réalité la situation objective est celle-ci: Pisani et le gouvernement laissent s'agiter et s'organiser les seuls caldoches, en convergence avec les forces de l'ordre officielles (dont les tireurs d'élite du GIGN, tellement doués pour neutraliser les trouble-fêtes) afin de terroriser les kanaks et de peser sur le FLNKS pour le ramener complètement sur le terrain électoral et pacifique.

Et les journalistes de "Libération" de s'étonner de la forme et de l'optimisme de Pisani ! C'est qu'elle manoeuvre bien, cette canaille !

BASES SOCIALES ET TRAJECTOIRE DE L'INDEPENDANTISME.

Les actions menées par le FLNKS en novembre et en décembre, entre autre par Machoro: boycott actif des élections territoriales, barrages, occupation de Thio, séquestration d'un sous-préfet, désarmement et intimidation de colons caldoches, paralysie de l'économie, particulièrement des mines de nickel et de plusieurs ports, etc., n'étaient qu'un début d'application des orientations du Front, qui a remporté sur ce terrain de réels succès tout en renforçant son audience.

Il est évident que cette dynamique a surpris et partiellement dépassé la direction du FLNKS qui envisage plutôt l'action comme une méthode pour peser sur le gouvernement et lui faire accepter une renégociation du plan Lemoine, plus que comme un moyen d'établir réellement un rapport de force face aux caldoches et à l'Etat.

On connaît la suite : l'arrivée de Pisani, la fin de l'occupation de Thio et la libération du sous-préfet (malgré l'assassinat de 10 militants kanaks dont deux frères de Tjibaou à Hiengène), en échange d'une négociation. Le coup porté par l'assassinat de Machoro et de Nonnaro le 12 janvier, peu après l'exposé du plan Pisani (indépendance-association avec maintien non seulement des intérêts militaires et économiques français, mais main-mise de l'Etat français sur les rouages essentiels du futur "Etat associé", référendum associant les caldoches et la grande majorité des métropolitains) a mis fin à cet épisode de lutte qui avait culminé dans l'occupation de Thio.

Des dizaines d'arrestations et l'état d'urgence appliqué aux seuls kanaks a complété le dispositif répressif. Le moment était politiquement propice à la neutralisation des forces les plus actives sur le terrain et à une contre-offensive coloniale. La suite a montré qu'en effet le FNLKS ne s'est nullement radicalisé après ce massacre, mais poursuit les négociations en cédant de plus en plus de terrain, malgré les sentiments de révolte de la base.

C'est que le revirement du cartel indépendantiste de l'été dernier, qui passait subitement, en changeant de nom, sur le terrain de la lutte extra-électorale, ne reposait pas sur des bases solides et profondes. Certes, les militants du Palika (qui entouraient d'ailleurs Machoro dans la petite compagnie qu'il animait) prônaient depuis des années des méthodes de lutte plus radicales.

Mais ce n'est pas le "stage politico-militaire" improvisé en octobre 84 en Libye pour une vingtaine de militants indépendantistes qui pouvait préparer en profondeur, "militairement" et politiquement, la population à un affrontement prolongé avec l'Etat et avec les milices caldoches, armées et entrainées depuis des années !

Et les dirigeants du FLNKS n'avaient pas pour autant rompu les liens multiples, politiques, coutumiers, personnels, qui les liaient de longue date à l'appareil d'Etat et aux autres forces politiques, y compris le RPCR (par exemple, selon "Libération" du 9-10/02, Tjibaou entretient des rapports très cordiaux avec son beau-frère, Henri Wetta, vice-président du RPCR).

Une analyse claire des bases sociales, des faiblesses et des potentialités de la lutte indépendantiste exige quelques repères historiques.

C'est en 1853 que la France prend officiellement possession de l'archipel. La colonisation de peuplement s'accélère après la Commune et l'arrivée massive d'exilés. Les communautés kanakes sont repoussées dans les montagnes et sur des terres incultes; l'agriculture traditionnelle très ancienne et perfectionnée, est démantelée. Les révoltes de 1878 et de 1917 sont noyées dans un bain de sang.

De 1917 à 1946 les kanaks sont asservis au régime de l'indigénat: ils ne peuvent quitter les réserves que pour s'acquitter d'un impôt sous forme de travail obligatoire au service des colons et de l'Etat: la capitation.

Ils sont totalement exclus de la citoyenneté et de la société marchande et capitaliste.

Comme on le voit, le capitalisme au stade suprême, l'impérialisme, sait quand c'est son intérêt retrouver les formes du servage (qu'il avait abolies en Europe pour s'épanouir).

Avant de porter des jugements hâtifs sur la nature "bourgeoise" du mouvement kanak, il faut se souvenir que le colonialisme a délibérément maintenu longtemps les formes communautaires et tribales de ces populations.

Et le processus d'assimilation et d'intégration, engagé en 46, l'accès à la scolarisation en 52 et au droit de vote en 56 n'a pas pour autant détruit ces structures sociales auxquelles les kanaks se sont raccrochés pour survivre.

Depuis les années 75, l'Etat a bien essayé de favoriser la propriété terrienne kanake individuelle, pour engager une différenciation sociale profonde et une dissolution des liens communautaires, qui constituaient jusqu'à présent un ciment anticolonial, mais sans succès.

Indéniablement l'évolution sociale en Nouvelle-Calédonie a suivi un cours très particulier, probablement unique dans les DOM-TOM. La population kanake n'a participé que marginalement à la vie économique. Une faible partie constitue un prolétariat, souvent occasionnel, mais tou-

jours lié au village. Le gros du prolétariat calédonien est fourni par l'immigration (de Wallis et Futuna, de Tahiti, d'Asie).

Par ailleurs de nombreux kanaks ont constitué une forme de petite-bourgeoisie intellectuelle: pasteurs, curés, instituteurs et d'autres se retrouvent cadres dans l'administration et dans des entreprises (par exemple le ministre des finances du FLNKS qui était PDG d'Air-Calédonie). On en trouve également liés aux milieux d'affaires, dont certains soutiennent ouvertement le FLNKS (et font d'ailleurs l'objet de représailles de la part des caldoches).

Il est donc erroné d'affirmer qu'il n'y a pas de différenciation sociale, de classes distinctes, d'agriculteurs, de bourgeois, de petits-bourgeois et de prolétaires kanaks. Mais cette différenciation reste limitée et n'a pas détruit les structures communautaires villageoises et tribales. En raison de l'importance de la colonisation caldoche, de l'immigration de prolétaires venus de tout le Pacifique, du caractère très accessoire de l'agriculture dans l'économie locale, les kanaks ont été marginalisés par le développement économique et l'intégration n'a été que limitée.

Cette notion est essentielle pour comprendre toute la trajectoire de l'Union Calédonienne, et la situation actuelle.

A l'origine, de 1951 aux années 70, l'Union Calédonienne luttait pour l'assimilation et l'égalité dans le cadre du système colonial.

Cette perspective n'ayant guère porté ses fruits, ni dans le sens de la formation d'une bourgeoisie indigène ni dans le sens d'une prolétarisation significative, et face aux frustations engendrées par le boom du nickel puis par le revirement de conjoncture, et aussi sur la lancée de l'agitation étudiante (68-73), s'est développé au travers de divers groupes et partis un mouvement indépendantiste.

L'Union Calédonienne a pris le virage à sa façon en s'alliant à la gauche dans la perspective d'une indépendance négociée avec l'Etat français dans le cadre électoral et légal.

Comme on l'a vu, elle a réussi à associer presque toutes les forces indépendantistes à cette perspective par la constitution du Front Indépendantiste en 79, et nous avons montré le cours historique qui a mené à l'affrontement actuel, affrontement qui est certes limité et déséquilibré mais qui constitue une évolution indiscutablement positive si l'on considère l'arriération politique qui a prévalu jusqu'il y a quelques années.

Evidemment il se trouvera certains pour estimer que l'exacerbation des contradictions entre la population kanake d'un côté, les colons et l'impérialisme français de l'autre (ces deux forces étant nécessaires l'une à l'autre en Nouvelle-Calédonie, même si les intérêts à court terme sont différents), engendre une régression de la conscience prolétarienne parmi les kanaks au profit de l'idéologie bourgeoise. Selon cette analyse les prolétaires kanaks devraient revenir à la politique d'assimilation et avant tout se fondre dans le prolétariat local, mépriser cette mesquine lutte nationaliste et anticoloniale pour rejoindre la perspective, oh combien plus exaltante, de la révolution prolétarienne.

Mais c'est passer un peu vite sur le fait colonial qui précisément étouffe complétement toute possibilité d'une lutte de classe moderne où les prolétaires de Nouvelle-Calédonie pourraient se reconnaître quelle que soit leur origine géographique ou ethnique.

Dans une situation pareille, il est impossible que le prolétariat se mette en mouvement en tant que classe, indépendamment de l'Etat impérialiste et de tous ses relais (partis de gauche, directions syndicales), s'il ne prend pas aussi en charge la lutte contre l'oppression coloniale, pour la restitution des terres et des richesses du sous-sol aux kanaks, pour l'indépendace immédiate et sans condition.

De la même façon, dans des situations où le processus de prolétarisation est d'ailleurs bien plus avancé, il serait criminel de demander aux prolétaires palestiniens de négliger la lutte contre l'oppression nationale et coloniale exercée par Israël, en fusionnant avec le prolétariat sioniste, ou aux prolétaires noirs d'Afrique du Sud de rejoindre les prolétaires blancs tout en abandonnant la lutte contre l'apartheid.

Mais de reconnaître et de mener la lutte contre des formes particulières d'oppression (raciales, coloniales) n'implique nullement pour les prolétaires de se soumettre aux forces bourgeoises ou petites-bourgeoises qui convergent vers le même objectif.

D'ailleurs on ne peut même pas dire qu'il reste aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie un potentiel révolutionnaire bourgeois (et, du coup, une possibilité stratégique pour le prolétariat de révolution double). En effet les formes communautaires pré-capitalistes, qui restent très vivaces, ne constituent qu'un phénomène marginal sur le plan économique. Plus que de véritables rapports de production pré-capitalistes qui seraient à détruire ou à dépasser pour permettre l'épanouissement des rapports de production modernes, il s'agit de rapports de survie, tels que le capitalisme peut les maintenir ou même les mettre en place dans certaines circonstances (non seulement dans les colonies, mais aussi en temps de guerre par exemple).

Il n'y aurait qu'une seule façon véritablement révolutionnaire de traiter la question de l'indépendance kanake, c'est la façon prolétarienne, qui permettrait même de s'appuyer sur les formes communautaires au travers de la nationalisation des terres pour socialiser plus rapidement la production agraire.

Mais il est clair qu'aujourd'hui cette perspective prolétarienne, à laquelle nous oeuvrons dans la mesure de nos moyens, est très lointaine.

En attendant nous soutenons activement la revendication kanake comme un levier contre l'Etat impérialiste et toutes les forces, de gauche et de droite, à son service.

Tel est le premier objectif de notre campagne contre la répression coloniale, pour l'indépendance immédiate et sans condition, pour la restitution de toutes les richesses à la population kanake, contre toute forme de compromis qui maintiendrait la présence économique et militaire de l'impérialisme français.

En même temps cette orientation est un préalable à l'apparition du prolétariat comme force indépendante sur la scène politique et sociale.

C'est en effet la seule façon pour les prolétaires de toutes origines en Nouvelle-Calédonie de surmonter les barrières ethniques et historiques qui les divisent en raison du fait colonial.

Pour la classe ouvrière la lutte anti-coloniale aujourd'hui en Kanaky ne constitue pas une étape révolutionnaire bourgeoise préliminaire à la lutte politique prolétarienne, mais une exigence pour que la classe puisse se dégager de tout lien avec le colonialisme et le social-impérialisme.

Il n'y a pas d'autre façon pour le prolétariat de monter en scène pour ses objectifs propres, avec sa propre organisation politique, et de ne plus laisser toute l'initiative aux orientations petites-bourgeoises, conciliatrices avec l'impérialisme, qui animent le cartel interclassiste que constitue le FLNKS.

NON A LA REPRESSION COLONIALE !
IMPERIALISME FRANCAIS HORS DE NOUVELLE-CALEDONIE !
INDEPENDANCE IMMEDIATE ET SANS CONDITION !

---

1) Le Front Indépendantiste regroupait l'Union Calédonienne (fondée en 1951 sous l'influence des Eglises et favorable à l'origine à l'assimilation des kanaks, qui s'est ensuite quelque peu radicalisée dans les années 70), le Parti Socialiste Kanak (PSC), l'Union Progressiste Mélanésienne (UPM), le Front Uni de Libération Kanake (FULK) et le Parti de Libération Kanake (Palika) lequel a ensuite scissionné, seul le parti Libération Kanake Socialiste restant dans le Front Indépendantiste.

2) Le LKS s'est retiré du front, opposé au boycott des élections de novembre, alors que le PALIKA est rentré dans le FLNKS.

POUR UNE LUTTE RESOLUE CONTRE NOTRE PROPRE IMPERIALISME !

Les événements de Nouvelle-Calédonie démontrent une nouvelle fois la réalité de l'impérialisme Français que servent avec zéle , au dêlà des rivalités politiques apparentes , la droite comme la gauche . Chaban-Delmas , par exemple , déclare : "si la France disparaît de Nouvelle-Calédonie , ce ne sera pas seulement la Nouvelle-Calédonie qui partira , ce sera ensuite la Polynésie . Or c'est là que se trouve Mururoa , le seul centre d'essai souterrain nucléaire possible pour la France . C'est la théorie des dominos qui se met en place . La Nouvelle-Calédonie entraîne la Polynésie et la France disparaît . Vos enfants seront de pauvres petits enfants de rien du tout aprés l'an 2000 car si la France cesse d'être une puissance nucléaire , elle cesse d'être une puissance tout court ." (13/1/85)

A l'Académie des Sciences Morales et Politiques (sic) le chef d'état-major des armées , le général Lacaze , estimait le 16/1 que la menace la plus importante contre la France concernait ses possessions outre-mer et qu'il fallait être "particuliérement attentif à la situation en Nouvelle-Calédonie" ... Message bien reçu par Mitterrand qui , lors de son déplacement à Nouméa quelques jours plus tard , annonçait le renforcement de la base militaire et avertissait qu'il ne fallait pas toucher "aux intérêts de la France ".

Dés sa formation , le Gouvernement de gauche s'est attaché à renforcer et à défendre ces intérêts , c'est à dire les chasses gardées néo-coloniales de grosses firmes Françaises , y compris militairement : au cours de l'été 81 les paras Français remplacent en Centrafrique le président Dacko par un autre dictateur plus solide ; pendant l'automne l'Elysée donne son feu vert et accorde un soutien logistique (transport de troupes) à l'armée Sénégalaise pour écraser une isurrection en Gambie au prix de plusieurs centaines de victimes . Puis ce fûrent les envois de troupes au Liban et au Tchad , sans parler du rôle des services secrets Français dans des coups d'Etat , comme il y a quelques mois encore en Mauritanie , ou de la reconduction de tous les traités militaires avec les différents régimes néo-coloniaux Africains .

AUSTERITE POUR LES MASSES , EXPANSION POUR LE MILITARISME .

Sur le plan intérieur , alors qu'il fait peser sur les travailleurs le poids de l'austérité , en se félicitant d'avoir fait baisser les salaires réels tandis que les profits des entreprises et le cours des actions à la bourse atteignent des records , le Gouvernement des partis soi-disant socialiste et communiste , puis du seul parti socialiste , n'a cessé d'augmenter le budget militaire : construction de nouveaux sous-marins nucléaires , de prte-avions nucléaires , d'avions et de fusées en tout genre , création d'une Force d'Assistance Rapide de 50 000 hommes capable d'intervenir en Europe comme en Afrique . Non compris l'Allemagne , il y a entre 25 et 30 000 soldats en dehors du territoire Français , dont prés de 3000 en Nouvelle-Calédonie , 1400 au Liban , 500 au Tchad ; il faudraît y ajouter 1500 officiers et sous-officiers pour l'assistance militaire technique qui servent à encadrer les armées de différents Etats Africains ou à assurer le maniement des armes vendues à l'étranger ...

La défense du "rôle de la France dans le monde" au nom de laquelle on demande ou on impose des sacrifices toujours croissants aux travailleurs n'est que la défense de l'intérêt des grandes firmes capitalistes et signifie l'exploitation et la répression des masses du tiers monde et l'impuissance ici à se défendre contre les détériorations des conditions de vie et de travail .

Les intérêts des travailleurs de tous les pays sont radicalement différents des intérêts des bourgeois et des colonialistes de toutes espéces . Face aux expéditions militaires et plus généralement au renforcement du militarisme , il faut que s'affirme la solidarité avec les populations exploitées par "notre" impérialisme et que se concrétise l'union internationale des travailleurs .

Celà implique la lutte contre les budgets militaires et tous les épisodes de militarisation , la lutte contre toutes les guerres coloniales ; la lutte contre les discriminations qui frappent les prolétaires immigrés et pour l'égalité des droits ; la lutte contre les campagnes chauvines ("Fabriquons Français", etc) et racistes .

-NON AU BUDGET MILITAIRE ET A LA MILITARISATION - IMPERIALISME FRANCAIS HORS D'AFRIQUE ET DU LIBAN - INDEPENDANCE POUR LES DOM-TOM

-CONTRE "L'INTERET NATIONAL" (= intérêt du capital) VIVE L'UNION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS !

POUR UNE LUTTE RESOLUE CONTRE NOTRE PROPRE IMPERIALISME !

Les événements de Nouvelle-Calédonie démontrent une nouvelle fois la réalité de l'impérialisme Français que servent avec zéle , au dêlà des rivalités politiques apparentes , la droite comme la gauche . Chaban-Delmas , par exemple , déclare : "si la France disparaît de Nouvelle-Calédonie , ce ne sera pas seulement la Nouvelle-Calédonie qui partira , ce sera ensuite la Polynésie . Or c'est là que se trouve Mururoa , le seul centre d'essai souterrain nucléaire possible pour la France . C'est la théorie des dominos qui se met en place . La Nouvelle-Calédonie entraîne la Polynésie et la France disparaît . Vos enfants seront de pauvres petits enfants de rien du tout aprés l'an 2000 car si la France cesse d'être une puissance nucléaire , elle cesse d'être une puissance tout court ." (13/1/85)

A l'Académie des Sciences Morales et Politiques (sic) le chef d'état-major des armées , le général Lacaze , estimait le 16/1 que la menace la plus importante contre la France concernait ses possessions outre-mer et qu'il fallait être "particuliérement attentif à la situation en Nouvelle-Calédonie" ... Message bien reçu par Mitterrand qui , lors de son déplacement à Nouméa quelques jours plus tard , annonçait le renforcement de la base militaire et avertissait qu'il ne fallait pas toucher "aux intérêts de la France ".

Dés sa formation , le Gouvernement de gauche s'est attaché à renforcer et à défendre ces intérêts , c'est à dire les chasses gardées néo-coloniales de grosses firmes Françaises , y compris militairement : au cours de l'été 81 les paras Français remplacent en Centrafrique le président Dacko par un autre dictateur plus solide ; pendant l'automne l'Elysée donne son feu vert et accorde un soutien logistique (transport de troupes) à l'armée Sénégalaise pour écraser une isurrection en Gambie au prix de plusieurs centaines de victimes . Puis ce fûrent les envois de troupes au Liban et au Tchad , sans parler du rôle des services secrets Français dans des coups d'Etat , comme il y a quelques mois encore en Mauritanie , ou de la reconduction de tous les traités militaires avec les différents régimes néo-coloniaux Africains .

AUSTERITE POUR LES MASSES , EXPANSION POUR LE MILITARISME .

Sur le plan intérieur , alors qu'il fait peser sur les travailleurs le poids de l'austérité , en se félicitant d'avoir fait baisser les salaires réels tandis que les profits des entreprises et le cours des actions à la bourse atteignent des records , le Gouvernement des partis soi-disant socialiste et communiste , puis du seul parti socialiste , n'a cessé d'augmenter le budget militaire : construction de nouveaux sous-marins nucléaires , de prte-avions nucléaires , d'avions et de fusées en tout genre , création d'une Force d'Assistance Rapide de 50 000 hommes capable d'intervenir en Europe comme en Afrique . Non compris l'Allemagne , il y a entre 25 et 30 000 soldats en dehors du territoire Français , dont prés de 3000 en Nouvelle-Calédonie , 1400 au Liban , 500 au Tchad ; il faudraît y ajouter 1500 officiers et sous-officiers pour l'assistance militaire technique qui servent à encadrer les armées de différents Etats Africains ou à assurer le maniement des armes vendues à l'étranger ...

La défense du "rôle de la France dans le monde" au nom de laquelle on demande ou on impose des sacrifices toujours croissants aux travailleurs n'est que la défense de l'intérêt des grandes firmes capitalistes et signifie l'exploitation et la répression des masses du tiers monde et l'impuissance ici à se défendre contre les détériorations des conditions de vie et de travail .

Les intérêts des travailleurs de tous les pays sont radicalement différents des intérêts des bourgeois et des colonialistes de toutes espéces . Face aux expéditions militaires et plus généralement au renforcement du militarisme , il faut que s'affirme la solidarité avec les populations exploitées par "notre" impérialisme et que se concrétise l'union internationale des travailleurs .

Celà implique la lutte contre les budgets militaires et tous les épisodes de militarisation , la lutte contre toutes les guerres coloniales ; la lutte contre les discriminations qui frappent les prolétaires immigrés et pour l'égalité des droits ; la lutte contre les campagnes chauvines ("Fabriquons Français", etc) et racistes .

-NON AU BUDGET MILITAIRE ET A LA MILITARISATION - IMPERIALISME FRANCAIS HORS D'AFRIQUE ET DU LIBAN - INDEPENDANCE POUR LES DOM-TOM

-CONTRE "L'INTERET NATIONAL" (= intérêt du capital) VIVE L'UNION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS !